

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1970)
Heft: 137-139: L'état de la question : essai sur le capitalisme suisse II

Vorwort: Où nous mène le capitalisme suisse?
Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

OÙ NOUS MÈNE LE CAPITALISME SUISSE ?

A son actif le capitalisme peut inscrire de nombreux postes. En termes comptables, les provisions, les réserves ouvertes et latentes sont bien fournies; en termes généraux, il affiche sa réussite internationale. Le capitalisme suisse, nous l'avons décrit à travers ses plus grandes industries, ses plus grandes banques, ses assurances. Ses dimensions ne sont pas exceptionnelles à cause de la petitesse du pays. Nos records mondiaux sont nombreux, mais compte tenu d'une moyenne par tête d'habitant. Exceptionnelle vitesse de croissance, mais dans les petites cylindrées.

Qu'il y ait des entreprises qui travaillent avec des capitaux n'est pas une marque du capitalisme suisse. Que les détenteurs de ces capitaux soient les maîtres des moyens de production et qu'ils paient en salaires les forces de travail qu'ils utilisent, ou encore qu'ils décident seuls de la politique des entreprises, ce sont là des traits généraux du capitalisme quel qu'il soit.

Outre sa réussite, que les livres de géographie poétisaient dans la formule « pauvre en matières premières, privée d'accès à la mer, la Suisse a su... », le capitalisme suisse porte des marques spécifiques.

- Importance des entreprises encore familiales, ou sinon, recrutement étroit des cercles dirigeants de l'économie, par cooptation,
- exceptionnelle implantation à l'étranger, et étroite interdépendance avec les intérêts de l'économie américaine,
- autofinancement très poussé,
- bonne intégration à la vie locale, régionale, nationale,
- place très forte occupée par les banques et les

assurances, les grandes banques garantissant les liaisons entre les groupes et, si l'on ose employer le mot, une sorte de planification privée. C'est à travers ces traits spécifiques qu'il faut chercher à lire notre histoire.

Dans le cahier I, ce que nous avons voulu mettre en évidence, c'est que l'accumulation primitive du capital a été faite dans des conditions exceptionnellement dures, mais sans qu'ait été poussée par une dureté abstraite du système, jusqu'à ses extrêmes conséquences humiliantes, l'inhumanité capitaliste. L'absence de concentration urbaine de vaste dimension, le maintien d'une propriété rurale, la faible distance géographique et sociale entre « grands » et « petits » ont, non pas adouci la dureté du travail, mais limité la défiguration des hommes.

Les exigences fortes imposées par l'accumulation du capital à l'intérieur de petites communautés, ont développé des « qualités morales » particulières : encadrement religieux très marqué, instruction assez rapidement généralisée, goût vif pour l'épargne, assimilation rapide de l'apport étranger, désir de franchir les frontières.

Il ne s'agit pas de faire l'éloge de ces vertus-là d'un point de vue moral, mais d'admettre qu'un capitalisme spécifique a été porté par des qualités naturelles, nécessaires à son développement, qui, toutefois ont dépassé aussi le strict cadre économique. Mais cette capacité d'invention souvent audacieuse, (voir le protestantisme suisse, le républicanisme suisse) était signe de vitalité, et comme, nous disons bien, « comme », une sorte de justification (et de couverture aussi).

De là doit partir la critique.

Où sont les vertus d'antan ?

On peut reprocher au capitalisme suisse d'être un capitalisme, et tout est dit. Mais il est plus important de dire que c'est un capitalisme qui a perdu non pas son efficacité, mais la justification qu'il avait su se donner lui-même.

Nous sommes arrivés à un stade où la richesse semble nous entraîner à subir, à nous figer dans nos privilèges.

On l'observe sur le plan international: retard dans notre aide publique au Tiers Monde, impossibilité de nous tourner vers l'Europe. Ce dernier point est particulièrement révélateur. Notre retrait hors de l'histoire active avait jusqu'ici une vertu; acte positif en faveur de l'équilibre européen; nous en assumions physiquement les risques. Notre neutralité aujourd'hui a perdu cette signification. Mais elle ne s'est pas renouvelée.

Le renouvellement industriel et financier du capitalisme suisse est, lui, remarquable. Faut-il citer, depuis que le premier cahier est sorti de presse, la concentration Geigy-Ciba? Faut-il rappeler que nos banques ont en quelques années pris un format international? Et notre implantation sur le marché américain; et notre commerce très, en balance, positif aussi bien avec le Tiers Monde qu'avec l'Afrique du Sud.

Cette capacité de grandir nous a pourtant contraints à une sorte d'immobilisme intérieur.

On en connaît les signes.

- occupation d'une main-d'œuvre étrangère sans droits politiques,
- nécessité de maintenir certains privilèges fiscaux, parce qu'ils ont pris une portée internationale, et que nous en profitons,
- difficulté à aménager le territoire, à maîtriser, contrairement à d'autres pays de dimension identique, la spéculation ou le sol.

Il ne s'agit pas de dresser ici un catalogue de revendications partisans. Il y a d'abord une logique des faits.

Notre immobilisme intérieur va développer des contradictions propres. Elles éclatent avec évidence, dès aujourd'hui, dans l'inflation. Le blocage de la main-d'œuvre crée une chasse à l'offre d'emploi sans augmentation de la productivité. Notre taux

d'inflation qui était inférieur à la moyenne européenne va, durablement, se situer dans la moyenne supérieure; la pénurie de main-d'œuvre, de surcroît, videra les régions les plus pauvres.

Pour franchir ces difficultés, il serait illusoire d'attendre du capitalisme suisse qu'il se réforme, qu'il se trouve, à nouveau, dans une deuxième jeunesse d'eau de jouvence, des « vertus-qui-permettent-de-faire-passer-le-reste ».

Il ne faut pas attendre qu'il se réforme, il faut le réformer.

C'est aux syndicalistes et aux travailleurs à revendiquer des modifications profondes. Le rapport des forces ne laisse pas augurer qu'elles puissent dans l'immédiat être imposées. L'évolution nationale tiendra probablement à la capacité des détenteurs du pouvoir économique à accepter cette évolution sous l'effet d'une demi-contrainte ou à vouloir s'y opposer en recherchant comme appoint à la droite classique et distinguée l'apport des forces réactionnaires dont M. Schwarzenbach a démontré qu'elles étaient mobilisables.

L'idée que nous avons souvent défendue dans D.P., c'est qu'une nation ne trouve sa raison d'être au sein de la concurrence internationale que si elle démontre une certaine « exemplarité ».

La nôtre, aujourd'hui, est devenue insuffisante.

Seule une nouvelle définition de nos rapports avec le Tiers Monde, avec l'Europe, avec les travailleurs étrangers occupés sur notre sol, seule une nouvelle définition de la propriété du sol ou plutôt de son affectation, une remise en cause de la propriété des entreprises permettrait de retrouver cette « exemplarité », c'est-à-dire d'assurer notre droit à l'histoire.